



Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer
chargé des relations internationales sur le climat

Délégation générale à l'emploi
et à la formation professionnelle
Sous-direction des mutations économiques
et sécurisation de l'emploi
Mission fonds national de l'emploi

Personne chargée du dossier : **Audrey CHAUDIERE**

tél. : 01 44 38 33 08
mél. : audrey.chaudiere@emploi.gouv.fr

Direction générale des infrastructures,
des transports et de la mer
Direction des affaires maritimes
Sous-direction des gens de mer
et de l'enseignement maritime
Bureau de la formation et de l'emploi maritimes

Personne chargée du dossier : **Leïla AZZAOU**

tél. : 01 40 81 37 61
mél. : leila.azzaoui@developpement-durable.gouv.fr

La ministre du travail, de l'emploi, de la formation
professionnelle et du dialogue social
La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la
mer, chargée des relations internationales sur le climat

à

Madame et Messieurs les préfets de région
Mesdames et Messieurs les préfets de département

Copie :

- Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE)
- Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux des directions interrégionales de la Mer (DIRM)
- Mesdames et Messieurs les directeurs des directions des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des départements et collectivités d'Outre-Mer (DIECCTE)
- Mesdames et Messieurs les directeurs des directions départementales des Territoires et de la Mer (DDTM)

INSTRUCTION INTERMINISTERIELLE N° DGEFP/MFNE/DAM/2016/94 du 29 mars 2016 relative aux modalités d'application du dispositif d'activité partielle au secteur de la pêche maritime
Date d'application : immédiate
NOR : ETSD1609424J
Classement thématique : travail et gestion des ressources humaines

| |
|--|
| Résumé : Cette note précise les modalités d'application du dispositif d'activité partielle au secteur de la pêche maritime. |
| Mots-clés : activité partielle, pêche maritime |
| Textes de référence : <ul style="list-style-type: none">- Article L. 5122-1 à L. 5122-5 du code du travail- Article R. 5122-1 à L. 5122-26 du code du travail- Décret n° 2014-740 du 30 juin 2014 relatif à la dématérialisation de la procédure de recours à l'activité partielle- Arrêté du 26 août 2013 fixant les contingents annuels d'heures indemnisables- Arrêté du 24 juillet 2014 portant application du décret n° 2014-740 du 30 juin 2014- Circulaire DGEFP n°2013-12 du 12 juillet 2013 relative à la mise en œuvre de l'activité partielle Régime social et fiscal : <ul style="list-style-type: none">- article L. 5428-1 du code du travail,- article 14 de l'ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996,- articles L. 131-2, L. 136-2 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale,- articles 1417 et 1657 du code général des impôts |
| Circulaires abrogées : néant |
| Circulaires modifiées : néant |
| Annexes : néant |
| Diffusion : |

La présente note a pour objet de préciser les modalités d'application du dispositif d'activité partielle au secteur de la pêche maritime afin de faciliter l'intervention des services concernés et pour accompagner la mise en œuvre du dispositif dans le secteur de la pêche maritime compte tenu de ses particularités en matière de conditions de travail et d'emploi (décompte du travail, mode de rémunération à la part), du milieu dans lequel s'exerce cette activité et du lieu de travail particulier qu'est le navire.

La réforme du dispositif intervenue en 2013 a permis de le simplifier fortement, de le rendre plus accessible à l'ensemble des entreprises, y compris les TPE/PME, et de permettre à tous les secteurs d'activités d'en bénéficier.

Ainsi, les principes généraux du dispositif sont parfaitement applicables au secteur maritime (1). Néanmoins, ce secteur connaît des particularités notamment en termes de décompte du temps de travail dont il faut tenir compte (2). En outre, il paraît nécessaire de préciser les différents cas de recours à l'activité partielle pour aider les services dans l'analyse et l'instruction des demandes (3). Enfin, les démarches à accomplir par l'employeur ainsi que l'instruction qui en est faite dans le respect du rôle de chacune des administrations concernées sont décrites en dernière partie (4).

1. RAPPEL DES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE L'ACTIVITE PARTIELLE

Le dispositif est régi par les articles L.5122-1 à L.5122-5, R.5122-1 à R.5122-26 et D.5122-13 du code du travail.

L'activité partielle s'adresse aux entreprises qui subissent :

- soit une réduction de la durée habituelle de temps de travail de l'établissement ;
- soit une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

La réduction ou la suspension temporaire d'activité doit être imputable à l'une des causes suivantes :

- la conjoncture économique ;
- des difficultés d'approvisionnement en matières premières ou en énergie ;
- un sinistre ou des intempéries de caractère exceptionnel ;
- la transformation, restructuration ou modernisation de l'entreprise ;
- toute autre circonstance de caractère exceptionnel.

Le contingent annuel d'heures indemnissables au titre de l'allocation d'activité partielle est fixé à 1 000 heures par salarié par an. Cette limite peut être dépassée sur décision conjointe des ministres chargés de l'emploi et du budget.

Au sein du contingent annuel d'heures indemnissables, le contingent annuel d'heures pouvant être indemnisées en cas de modernisation des installations et des bâtiments de l'entreprise est fixé à 100 heures par salarié. Cette limite ne peut être dépassée que dans des cas exceptionnels résultant de la situation particulière de l'entreprise, sur décision conjointe du préfet de département et du directeur départemental des finances publiques.

2. PARTICULARITES LIEES AU DECOMPTE DU TEMPS DE TRAVAIL ET AU MODE DE REMUNERATION DES PECHEURS

L'article R.5122-11 du code du travail définit la règle qui ouvre droit au versement ou non de l'allocation d'activité partielle pour les heures chômées. Il s'agit des heures chômées dans la limite de la durée légale ou, lorsqu'elle est inférieure, la durée collective du travail ou la durée stipulée au contrat sur la période considérée. A contrario, les heures chômées au-delà de la durée légale sont considérées comme chômées mais n'ouvrent droit ni au versement par l'Etat de l'allocation à l'employeur, ni au versement par l'employeur au salarié de l'indemnité d'activité partielle.

Pour son application à la pêche maritime, le dispositif doit tenir compte des particularités suivantes :

- la répartition du secteur, pour la négociation collective et les accords nationaux étendus, entre pêche artisanale et armements coopératifs, d'une part, et le reste des armements, d'autre part, sous la dénomination de pêche hauturière ;
- l'unité de temps pour le décompte du temps de travail est le jour de mer (le temps de travail n'est pas décompté en heures à bord, seul le temps de repos l'est) ;
- il n'existe pas de corrélation directe entre temps de travail et rémunération, hormis le décompte de l'activité en jours de mer pour la détermination des garanties minimales de rémunération ;
- les garanties minimales de rémunération, en l'espèce le respect du SMIC sur l'année et l'existence d'une garantie journalière conventionnelle à la pêche artisanale et armements coopératifs.

Il en résulte que :

- l'unité de temps à prendre en compte pour le calcul de la garantie de rémunération est le jour de mer et non l'heure de travail ;
- le versement de l'allocation par l'Etat à l'employeur se fera sur une base de 7 heures par jour (R.5122-11 du code du travail) ;
- le montant journalier de cette allocation sera de 54,18€, soit 7,74€ x 7 (entreprises de moins de 250 salariés) ou de 50,61€, soit 7,23€ (entreprise de plus de 250 salariés) ;
- une journée de non activité correspond à 7 heures chômées et, pour une période d'une semaine non travaillée, l'allocation est versée pour 35 heures chômées maximum. Au-delà, les heures sont considérées comme chômées mais n'ouvrent pas droit au versement de l'allocation d'activité partielle conformément à l'art. R.5122-11 du code du travail.

3.ELEMENTS DE PRECISION SUR LES CAS DE RECOURS AU DISPOSITIF D'ACTIVITE PARTIELLE DANS LE CADRE DU SECTEUR MARITIME

Les cas de recours au dispositif d'activité partielle énumérés à l'article R.5122-1 du code du travail sont précisés dans cette partie. Les cas de recours qui sont exclus du dispositif sont également énoncés afin de lever toute ambiguïté au moment de l'analyse des demandes. Néanmoins, ces éclaircissements sont donnés à titre indicatif et **les services instructeurs devront apprécier les demandes au cas par cas.**

3.1. SINISTRE

A titre d'illustration, peuvent notamment être considérés comme des sinistres :

- les pollutions marines, événements sanitaires ou tout autre événement de cet ordre entraînant une interdiction administrative de pêcher ;
- les sinistres entraînant une immobilisation du navire tels que :
 - un abordage, un échouement ou un incendie, qui peuvent nécessiter notamment des travaux sur la coque, la structure ou les compartiments du navire ; il peut être aussi nécessaire, à la suite d'un sinistre, de procéder à une remotorisation du navire et, de façon générale, à des travaux importants sur les éléments de propulsion, ou encore à des travaux sur les appareils de pêche (changement de treuils, etc.) ;
 - un abandon ou une perte du navire.

3.2. INTEMPERIES DE CARACTERE EXCEPTIONNEL

Il revient aux services d'apprécier la situation en fonction de leur connaissance des particularités météorologiques locales et des conditions de navigation. Néanmoins, les éléments d'information ci-dessous pourront être utiles à cette appréciation.

Météo France diffuse des bulletins spéciaux côtiers (20 milles des côtes), large et grand large. Le Bulletin météorologique spécial (BMS) est le message utilisé par les services météorologiques pour indiquer que les conditions actuelles ou prévues présentent un «danger pour la navigation».

Les BMS-côte sont émis dès que le vent atteint ou qu'il est prévu qu'il atteigne ou dépasse la force 7 Beaufort. Les BMS-côte sont donc :

- des avis de grand frais (force 7) ;
- des avis de coup de vent (force 8) ;
- des avis de fort coup de vent (force 9) ;
- des avis de tempête (force 10) ;
- des avis de violente tempête (force 11) ;
- des avis d'ouragan (force 12).

Les BMS-large et les BMS-grand large sont émis dès que le vent atteint ou qu'il est prévu qu'il atteigne ou dépasse la force 8.

Les paramètres à prendre en compte pour évaluer le caractère exceptionnel sont la force du vent (>8, soit avis de coup de vent) et la durée (succession de diffusion de BMS par Météo France) qui auront conduit les armements à maintenir leurs navires à quai.

3.3. TRANSFORMATION, RESTRUCTURATION OU MODERNISATION DE L'ENTREPRISE

A titre d'illustration, peuvent être assimilés à des situations de transformation ou de modernisation de l'entreprise les travaux effectués en vue d'un changement d'exploitation du navire, correspondant aux transformations majeures telles que décrites dans la Division 110 du Volume 1 « Dispositions générales » du règlement annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires¹.

Il s'agit pour l'essentiel des modifications du type de pêche ou des conditions d'exploitation du navire entraînant des travaux importants sur le navire ou ses équipements tels, notamment, les remotorisations ou les changements de réducteurs ou d'appareils de pêche.

3.4. SITUATIONS EXCLUES DU DISPOSITIF D'ACTIVITE PARTIELLE

Les décisions liées à la gestion de la ressource halieutique telles que les fermetures de quotas sont exclues du dispositif d'activité partielle, sauf, le cas échéant, en cas de situations pouvant entrer dans le champ du 5° de l'article R.5122-1 du code du travail.

Les réparations courantes d'un navire programmées une à deux fois par an, telles des travaux de peinture ou de renforcement de la coque, sont en principe exclues. Il s'agit généralement de périodes au cours desquelles l'équipage est en congés ou peut être envoyé en formation. Ces périodes ont une durée généralement comprise entre 2 jours et 3 semaines.

4. INSTRUCTION DES DEMANDES D'ACTIVITE PARTIELLE DE MANIERE DEMATERIALISEE ET ROLE DE CHACUNE DES PARTIES

4.1 INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'ACTIVITE PARTIELLE ET AUTORISATION DE RECOURS

Les administrations directement concernées par le traitement des dossiers d'activité partielle sont les unités départementales (UD) des Directions Régionales des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE).

Les demandes d'activité partielle sont adressées par les employeurs par voie dématérialisée² via le portail : <https://activitepartielle.emploi.gouv.fr>.

¹ La Division 110 (généralités) du règlement disponible à l'adresse http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/d110_13-02-16.pdf

² Cf. Décret n°2014-740 du 30 juin 2014 relatif à la dématérialisation de la procédure d'activité partielle et son arrêté du 24 juillet 2014.

Le processus se décompose ainsi :

- L'établissement, qui **doit disposer d'un numéro de SIRET**, fait une demande de création d'habilitation sur l'extranet ;
- Il saisit sa **demande d'autorisation préalable** (DAP). S'il dispose de plusieurs navires, la DAP devra prendre en compte le personnel et les heures de l'ensemble du personnel des différents navires ;
- L'UD instruit la demande et rend une **décision d'autorisation** (DA), signée électroniquement. L'UD dispose d'un délai de 15 jours pour apporter une réponse à la demande d'autorisation, à défaut la demande est acceptée. Elle pourra se rapprocher utilement en tant que de besoin de la Délégation à la mer et au littoral de la DDTM chargée de la gestion des navires et marins concernés afin d'apprécier la réalité et les circonstances de ces demandes ;
- L'établissement saisit une demande d'indemnisation (DI) ;
- L'UD signe électroniquement les **demandes d'indemnisation** et transmet à l'Agence de services et de paiement (ASP).

4.2. MISE EN PAIEMENT DES DEMANDES D'INDEMNISATION PAR L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

La demande d'indemnisation est renseignée par l'employeur via le système d'information dématérialisé. Celui-ci doit préciser le mode d'aménagement du temps de travail.

L'unité de travail étant le jour de mer, et même si cette modalité ne peut être juridiquement assimilée au mode d'aménagement « convention de forfait en heures ou en jours sur l'année » prévu par le code du travail, c'est ce dernier mode qui doit être utilisé pour la saisie des demandes d'indemnisation. Les services instructeurs des demandes d'indemnisation, pourront également se rapprocher des Délégations à la mer et au littoral des DDTM le cas échéant.

L'Agence des services de paiement (ASP) met ensuite en paiement l'indemnisation ; les avis de paiement sont dématérialisés.

Pour la ministre et par délégation,

signé

C. Chevrier
Déléguée générale à l'emploi et à la formation
professionnelle

Pour la ministre et par délégation,

signé

R. Bréhier
Directrice des affaires maritimes